

# LES ÉTRANGERS, ACTEURS DE LA VIE POLITIQUE CAMEROUNAISE : L'EXPÉRIENCE DES IMMIGRÉS NIGÉRIENS DANS LA VILLE DE DOUALA\*

---

Jacques - Blaise NKENE

Université de Yaoundé II / GRAPS

## INTRODUCTION

Comment s'effectue l'entrée des communautés étrangères dans le champ politique<sup>1</sup> de leurs pays d'accueil ? Ainsi posée, cette question aux apparences anodines se trouve pourtant au cœur des mutations et des reconfigurations de paysages sociopolitiques que l'on observe ces dernières années en Afrique noire, notamment en ces périodes de libéralisation politique. C'est, surtout, au regard de l'actualité, une interrogation qui pose de manière fondamentale, l'épineux problème de l'intégration politique des étrangers en Afrique, comme on peut l'observer ces jours en Côte-d'Ivoire.

On part ici du postulat que l'étranger évolue très souvent en terre d'accueil dans un univers fait de restrictions de toutes natures – juridiques (Lochak, 1985 :86; Withol, 1987 : 11), sociales (Elias et Scotson, 1997; Abdelmalek, 1997; Badie et Sadoun, 1996), économiques (Marantzidis et Mavromatis,1999) et où de manière assez constante, le champ politique fait montre de « clôture » (Weber, : 43-46; Brubaker, 1997 : 48) singulièrement difficile à surmonter. Pour les nationaux et même pour certains citoyens observe Pierre Bourdieu, l'accès dans ce champ ne relève pas toujours d'une évidence (Bourdieu, 2000 : 8) Il devient donc intéressant dans ce contexte d'«exclusion » et de « disqualification » politique permanentes (Prujiner, 1993 : 75; Abdelmalek, 1999), de voir comment se construisent, lorsque cela est possible, les dynamiques d'«entrée » des « étrangers » dans le champ politique<sup>2</sup> (Back et Soininen, 1998 : 29)

*S'agissant du Cameroun, le phénomène de l'immigration n'est entré dans le débat national que très récemment, par l'entremise du problème des réfugiés de guerre<sup>3</sup> tchadiens, burundais et rwandais. Paradoxalement, l'immigration nigérienne qui est numériquement et historiquement l'une des plus importante n'y apparaît que très furtivement. On serait a priori tenté de croire que c'est une immigration qui se situe en dehors du champ politique. Il n'en est rien. C'est que son entrée dans le champ politique se*

\* Ce texte a vu le jour grâce au support financier et à l'encadrement scientifique respectifs du CEPED (Centre Français pour la Population et le Développement) dans le cadre de l'Accueil des Chercheurs en Provenance du Sud (année 2000) et du CODESRIA (Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique) dans le cadre de l'Institut sur la Gouvernance 2000. Il s'inscrit à titre de travail exploratoire au Programme CODESRIA-IRD sur Les flux migratoires dans le Golfe de Guinée.

déroule surtout en marge des « espaces centralisés » et se caractérise, à l'instar des relations entre le Cameroun et le Nigeria, par une ambiguïté permanente (Sindjoun, 1998 ; Ngniman, 1996). Ainsi, son traitement à l'échelle nationale constituerait pour le moment, une sorte de réflexion trop vague et abstraite, déconnectée des lieux où s'observe de manière plus patente ce processus. Il faut ajouter ici que le processus de libéralisation politique enclenché au Cameroun en 1989/1990 surgit dans une conjoncture de « crise » de l'État et de l'« affaiblissement relatif » de sa souveraineté dans les « périphéries » (Sindjoun, 1999) Cette situation a favorisé l'investissement des « marges » sous des formes très diverses par des nouveaux acteurs, à l'instar des immigrés nigérians<sup>4</sup>, dont la présence et les activités (clandestines, frauduleuses et informelles pour l'essentiel), (Adepoju, 1983) leurs interactions avec les instances politiques locales, ont acquis une visibilité inhabituelle et engendré des nouvelles « figures du politique » (Momar Coumba et Mamadou Diouf, 1999), sans commune mesure avec la configuration des « espaces centralisés » traditionnels. Le choix de Douala<sup>5</sup>, principale ville économique du Cameroun (Gouellain, 1976) et aire de longue tradition migratoire (Mainet, 1985) offre pour les raisons évoquées un cadre privilégié de visualisation des modalités d'entrée des « étrangers » dans le champ politique des milieux urbains d'Afrique noire.

Comme champ politique, l'espace urbain de Douala est caractérisé par un énorme bouillonnement, qui implique depuis le processus de libéralisation politique au Cameroun, un nombre important et hétéroclites d'acteurs<sup>6</sup>. La forte tendance pour l'illégalité, l'informalité et la violence régnantes vont à terme produire un paysage sociopolitique particulier et justifier les qualificatifs qui font de Douala la « ville rebelle », la « capitale de l'opposition »<sup>7</sup>. Il est d'ailleurs symptomatique d'observer à cet effet que « les villes mortes », phénomène politique sans précédent au Cameroun débutèrent à Douala en 1990. C'est dans cet univers politique surchauffé que l'on découvrira dans certaines instances (scène et jeu) politiques locales, des immigrés nigérians fort curieusement à l'aise ; présence, il faut le dire, très énigmatique dans un environnement de répulsion sociale avérée envers les « étrangers » (Nkene 2000 :46).

L'hypothèse que nous avançons dans la présente étude est que l'entrée des immigrés nigérians dans le champ politique de la ville de Douala s'effectuerait à travers un mécanisme de politisation, c'est-à-dire qu'outre leur constitution en « objet de débat sur la scène politique institutionnelle ou médiatique » (Badie, Hermet, Birnbaum, Braud, 1994 :216) ils procèdent par une incorporation ou une infiltration physique ou/et symbolique dans les instances du pouvoir politique local (withol, 1993 :106). L'« entrée dans le champ politique » ici référera alors d'une certaine façon au concept de « publicisation » dans l'optique habermasienne, mais aussi à celui de « passage au politique » dans le sens de François Bayart. Envisagée de cette façon, cette perspective permet un autre regard sur la question de l'immigration, embrigadée telle qu'elle est souvent sous l'angle économique ou juridique

(Withol, 1987 :11) En effet, notre intuition de départ est basée sur le fait que la présence massive d'«étrangers » dans certaines aires sociales ne peut ne pas avoir des conséquences sur le champ politique. Celui-ci est affecté de manière significative, notamment dans des villes cosmopolites comme Douala par l'interférence et les interactions entre acteurs étrangers et locaux<sup>8</sup>. C'est une approche qui permet un renouvellement de certaines problématiques instituées sur la libéralisation politique en Afrique (Bratton et Van de Walle, 1997 ; Banock, 1992 ; Eboussi Boulaga, 1997) qui minimisent ou marginalisent de façon assez curieuse l'influence et la participation des acteurs « étrangers ». Contre cette vision dominante, on voudrait prendre en compte dans le déroulement de ce processus, les actions et interactions produites par les acteurs « locaux » et « étrangers », si « souvent soigneusement isolés » en terre d'accueil (Wagnier,1998 :24), pour montrer que l'intensification et la concentration des flux démographiques ne sont pas sans conséquence sur la configuration de l'espace – politique -d'immigration. Appréhendé dans ce sens, le concept d'«entrée dans le champ politique » nous semble particulièrement fécond d'un point de vue heuristique, pour saisir la dynamique et la fluidité du phénomène migratoire. Il permet en effet la mise en exergue de son mouvement, c'est-à-dire les chevauchements –«straddling »- que cette immigration est susceptible d'effectuer d'un champ à un autre, notamment des champs sociaux ou économiques vers le champ politique ou inversement. Le postulat de départ étant qu'aucun problème n'est en soi politique. Mais il le devient dès lors qu'il est transformé en enjeu, structurant les clivages entre les formations politiques et les diverses catégories de représentants (Bourdieu, 2000). Ce concept offre donc des possibilités de cerner les modalités d'investissement et de marquage de l'espace politique de la société d'accueil par ces immigrés, très souvent hâtivement frappés d'incompétence politique; alors que la réalité les montre directement ou indirectement impliqués dans le jeu et la scène politique locale.

Une difficulté importante se situe néanmoins au niveau méthodologique, où un redoutable exercice de décryptage et de décodage nous attendait: l'objet d'étude présentait en effet les caractéristiques d'une « nébuleuse », du fait d'une occultation devenue le moteur des stratégies de séjour d'une immigration largement clandestine: les lieux de l'informalité régnante et de l'illégalité dominante ne se prêtant que très difficilement aux techniques d'enquêtes usuelles. Si l'on ajoute dans le cas d'espèce le fait que le politique est généralement considéré en contexte africain comme tabou - « I don't do politics »- (Bourdieu, 2000 :8) on comprend aisément l'ampleur de ces difficultés, puisque personne (encore moins les étrangers) n'est prête à s'offrir spontanément à un questionnaire portant sur ce genre de questions. Cette étude, pour être fiable, ne pouvait donc faire l'économie d'un travail de terrain, lequel, devait permettre à travers la méthode d'entretiens semi-directifs, et de la méthode de l'enquête « boule de neige » de saisir les réalités concrètes avant de chercher à les expliquer. C'est cette démarche qui aura permis d'approcher les

réseaux nigériens et d'appréhender leurs rapports politiques aux populations locales, d'observer les mécanismes sociaux qui permettent leur politisation et leur entrée dans le champ politique local. Par ailleurs, l'absence de données démographiques récentes et précises sur l'immigration nigérienne au Cameroun en général et à Douala en particulier, a du limiter de manière significative la dimension quantitative initialement projetée dans ce travail et justifie inversement, la tendance forte vers une analyse largement qualitative d'un phénomène grandissant en Afrique. C'est donc faute de mieux que nous que nous utiliserons le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1987<sup>9</sup> comme base statistique pour cette étude.

Aussi, en même temps que les immigrés nigériens investissent par leurs activités l'espace politique de la ville de Douala, les instances politiques « Doualaises » s'approprient à leur manière cette immigration. C'est cette dynamique marquée par une double convergence vers le politique qui singularisera cette entrée dans le champ politique des immigrés nigériens à Douala.

## **I- LES MODALITES « DOUALAISES<sup>10</sup> » D'INTEGRATION DES IMMIGRES DANS LA SCENE ET LE JEU POLITIQUE LOCAL**

*L'incorporation des immigrés nigériens dans le champ politique par les «Doualais» participe du processus de démarginalisation politique des immigrés en tant qu'acteur sociaux. Elle tend surtout à montrer l'implication ou l'inféodation de ces acteurs étrangers dans la sphère du politique, ceci contrairement à une image d'incompétence politique qui leur est très souvent accolée au Cameroun<sup>11</sup>. C'est l'hypothèse où l'étranger accède dans le champ politique à partir des initiatives locales.*

### **A - POUVOIRS PUBLICS LOCAUX ET LEGITIMATION DES IMMIGRES NIGERIENS**

L'une des principales modalités d'entrée dans le champ politique de l'immigration est, de façon générale, liée aux logiques de fonctionnement de l'Etat, lesquelles consistent en une recherche de la gestion de ces dernières par les instances politiques centrales des pays d'accueil (Costa-Lascoux et Weil,1992) Le concept générique de « politiques migratoires » désignera alors l'ensemble des instruments juridiques, politiques économiques et institutionnels mis en place par les Etats aux fins de contrôle ou de la maîtrise des flux humains étrangers. Dans ce cas de figure, l'entrée dans le champ politique est initiée par le système politique et fait des immigrés un objet/sujet passif du champ politique. Lorsque cette inféodation de personnes « étrangères » dans la scène ou le jeu est suffisamment perceptible, on peut dire, sans risque de se tromper, que l'on est en face d'un processus de légitimation politique. Ainsi, outre une politisation liée aux logiques

de fonctionnement de l'Etat au Cameroun, l'immigration nigériane constitue un important enjeu autour duquel se construisent diverses stratégies d'incorporation dans les instances de pouvoir à Douala. Leur présence dans ce type d'instance est très singulière dans le cadre général de l'immigration au Cameroun (Weiss,1998) dans la mesure où il s'agit en fait d'une intégration politique « par le haut<sup>12</sup> ». Le jeu politique à Douala sera donc édulcoré de manière très subtile par cette présence étrangère, en fonction des lieux et en fonction du temps, suivant la nature des groupes associatifs ou suivant la réputation des individus. Cette population immigrée est incorporée par les pouvoirs publics dans la scène et le jeu politique suivant deux principales modalités, qui sont associatives ou individuelles.

### **1- La reconnaissance et l'incorporation des mouvements associatifs immigrés dans le jeu politique local**

Le début de la légitimation de l'immigration nigériane dans la ville de Douala par les autorités locales peut être appréhendé à partir du moment de leur reconnaissance en tant que mouvements associatifs. Si au Cameroun la législation en la matière les classe dans la catégorie d'associations culturelles, on verra que cette reconnaissance sur le plan juridique ne constitue que le point de départ d'un processus d'inféodation multiforme au sein des instances politiques locales, comme c'est le cas de la NIGERIAN UNION, la NAPSDA ou la TIMBER DEALER ASSOCIATION etc. à Douala (Nkene 2000:55)

L'identité collective des immigrants nigériens est par exemple exprimée à Douala à travers la Nigerian Union. Association à l'échelle urbaine, elle regroupe tous les nigériens sans distinction d'appartenance ethnique ou régionale. Sa logique essentiellement fonctionnelle repose sur le recherche des intérêts particuliers et en fait un regroupement rationnel et non émotionnel. Quoique le droit camerounais ne reconnaisse en elle qu'une association culturelle, il faut cependant dire qu'elle jouit d'une importante influence, notamment économique sur le plan local ( Weiss,1998 :275). A ce titre les autorités locales recherchent leur collaboration dans la réalisation de certaines œuvres publiques leur assistance a ainsi été régulièrement requise par les maires de Douala II pendant les municipales de 1986, en terme, d'aide à la réalisation des missions communales, telle la viabilisation des canalisations de la rivière qui traverse les quartiers occupés par certains immigrés - Fleuve Mboppi. Selon Nfampou Dagobert - ancien maire de Douala II- les étrangers quel qu'en soit leurs origines, ne sauraient rester en marge des activités de salubrité de leurs quartiers, puisqu'ils en sont également des bénéficiaires<sup>13</sup>. Ce groupe devient l'objet d'un enjeu pour les partis en compétition, un partenaire politique qu'il faudrait avoir dans son giron du fait de son poids économique. Le moment le plus visible de tentative de contrôle de cette immigration par les autorités locales est la période de libéralisation politique qui a secoué le Cameroun entre 1989 et 1994 : Pendant les villes mortes de 1992 dans la ville de Douala, la NIGERIAN UNION et la NAPSDA, la TIMBER

ASSOCIATION étaient régulièrement convoquées par les autorités locales aux fins de résoudre le problème de la fermeture de maisons de commerce selon le mot d'ordre de grève qui paralysait les activités de la ville. Si l'Opposition<sup>14</sup> regroupée autour du SDF souhaitait vivement que les membres de ces associations par ailleurs détenteurs de la plupart des maisons de commerce suivent le mot d'ordre de grève, le RDPC<sup>15</sup>, par les autorités politiques locales qui lui étaient fidèles ramaient en sens inverse et ce faisant, légitimaient cette immigration à Douala. Leur présence dans ces instances de crise et de prise de décision n'est pas fortuite dans la ville de Douala : c'est qu'en réalité, ils détiennent un important rôle sur le plan économique, par le biais du monopole de certains secteurs d'activités vitaux qui font d'eux des acteurs incontournables à la fois sur le plan économique et sur le plan politique. Cela permet de comprendre les logiques d'enserrement des mouvements associatifs nigériens et les tentatives récurrentes de rapprochement initiées par les autorités politiques locales. Ce qui est important à faire entrevoir dans cette relation, ce sont les rapports clientélistes qu'entretiennent les immigrés et les autorités locales. La réciprocité des intérêts et des gains fondant cette relation s'inscrit dans une logique d'échange dyadique où l'étranger autant que les autorités trouvent un intérêt à collaborer. Le statut d'étranger qui habituellement indiquerait une position de faiblesse par rapport aux nationaux (Withol, 1987 : 23) est dans ce cas suppléé par le pouvoir économique et en fait un partenaire politique décisif à rallier. Les luttes sourdes entre partis politiques à New-Bell visant à ramener dans leurs bastions les immigrés nigériens démontrent amplement cet état de chose.

Comme enjeux électoraux, les mouvements associatifs nigériens apparaissent comme des acteurs\facteurs déterminants dans certaines localités de la ville de Douala. L'exemple de la NAPSDA dont les services sont régulièrement demandés par les autorités de Douala II illustre à merveille cette tendance. Il s'agit d'un regroupement d'immigrés nigériens exerçant dans la filière des pièces détachées dans la ville de Douala et dont le dynamisme lui a valu de nombreuses réquisitions par les autorités municipales au quartier Yabassi ; ceci contrairement à l'association des béninois de Douala historiquement l'une des communautés étrangères la plus ancienne<sup>16</sup>, mais moins influente et ne faisant l'objet d'aucune convoitise particulière de la part des autorités locales.

Si la visibilité de ce phénomène est moindre dans les quartiers « centralisés » de Douala, il faut dire qu'il est d'une très forte prégnance dans sa partie insulaire, dans ses « marges ». En effet, les élections dans l'arrondissement de Manoka - Douala VI - sont le reflet de la participation ou non des associations immigrées nigériennes qui regorgent en leur sein près de 85% de la population locale. Leur contrôle est alors un gage important pour l'expression des suffrages, car leur « discipline<sup>17</sup> » aux consignes de vote détermine largement le sens des votes.

Deux types d'intérêts croisés sont à la base de ce processus d'incorporation. Si l'on peut considérer qu'ils sont essentiellement sécuritaires pour les associations nigériennes, ils

sont surtout pécuniaires et politiques pour les autorités locales qui se disputent leur contrôle à l'occasion, comme en témoigne les rapports conflictuels entre DICKI KALLA -chef de 3<sup>ème</sup> degré de Cap-Cameroun- et les autorités gouvernementales<sup>18</sup>. La capacité d'attraction est surtout liée à leur taille, le poids de l'association apparaissant comme le principal critère de son inféodation dans les instances locales. La masse critique ici peut être le nombre<sup>19</sup> ou alors l'influence perçue en terme de poids financier<sup>20</sup>. Elles constituent une ressource pour les autorités et une clientèle pour le personnel politique local. A Douala, le contrôle du jeu politique passe donc aussi par celui de la maîtrise des regroupements immigrés, considérés dans ce cas de figure comme un enjeu : celui qui contrôle les nigériens à Camp yabassi tiendrait un gage supplémentaire pour le contrôle de la mairie de Douala II ; celui qui contrôlerait les associations nigérianes à Cap-Cameroun, Clic Number One, Munganguè, Kanguè, Poka s'assurerait la direction de l'arrondissement de Manoka. Leur influence, variable d'une sphère à une autre, semble, en ce qui concerne la ville de Douala, justifier une inféodation à géométrie variable dans les instances politiques locales : il s'agit tantôt d'une incorporation qui a lieu au niveau des autorités gouvernementales, tantôt au niveau des autorités municipales, tantôt au niveau des autorités traditionnelles. L'entrée dans le champ politique survenant à partir du glissement de leur vocation culturelle/économique à un rôle politique. C'est, note Jacques Palard, la situation où l'association joue un rôle charnière dans l'accès au politique ; puisqu'elle représente un relais d'autant plus efficace qu'est d'une certaine façon postulée l'absence de solution de continuité entre le micro-social et le macro-social, entre le niveau de l'expérience communautaire et celui de l'organisation politique<sup>21</sup>. L'autre mode d'inféodation de cette immigration nigérienne dans la scène ou le jeu politique de Douala est basé sur des individus.

## **2- L'auxilliarisation des « chefs » et la cooptation des « big massa » dans le jeu politique local**

L'auxilliarisation des « chefs » et la cooptation des « big massa » dans le jeu politique de Douala obéit aux logiques de recrutement politique rendu nécessaire par le contexte nouveau, marqué par la compétition politique, où les « représentants » et « élites » immigrés apparaissent de plus en plus comme des ressources pour les instances locales. Ici, on se situe en face des « effets pervers » (Boudon,1997) produits par cette immigration, du moment où il s'agit des conséquences non désirées par les nigériens eux-mêmes : le charisme de certains immigrés est à la base de l'engouement que l'on observe de la part des autorités publiques pour leur cooptation dans le jeu politique local. La réputation et la position sociale permettent d'entrevoir les logiques qui fondent cette inféodation : ils doivent pouvoir représenter quelque chose -association- ou avoir quelque chose – fortuné - aux yeux des autorités locales.

En effet, les regroupements des immigrés nigériens dans la ville de Douala ont à leur tête des « chefs ». Ce sont des leaders qui sont en général désignés par leurs congénères pour représenter leur association ou groupe. Le « chef » est désigné suivant deux principaux critères: l'ancienneté ou la fortune, étant entendu que les deux critères peuvent très bien se combiner, comme le montre le cas de Chief Patrick N. NDJOKU Président de la Nigeria Union à Douala. Ces personnes investies par les immigrés sont chargées au quotidien d'agrèger les doléances des membres auprès des instances locales, de parler en leur lieu et place en cas de besoin. Mais confrontée à l'action, cette fonction de représentation se pervertit très vite, dans un milieu urbain où l'affairisme et le désordre priment. A titre d'exemple, les problèmes de titres de séjours sont les moments où ceux-ci sont en constants rapports avec les pouvoirs publics, puisqu'ils sont sensés représenter les immigrants régulièrement inscrits dans leur association. Mais dans la pratique, il s'agit d'une tâche ardue, car ils doivent concilier les intérêts contradictoires d'une immigration nigérienne essentiellement clandestine et les intérêts des autorités locales pour qui ces droits constituent d'importantes ressources fiscales<sup>22</sup>. Voilà qui justifierait les stratégies de leur auxilliarisation par les autorités locales. Ils sont des intermédiaires et des médiateurs entre les immigrés et les autorités. L'auxilliarisation de ces membres de l'immigration par les autorités locales est un moment important du processus de leur politisation, leur intervention se situant dorénavant dans les sites d'action politique saillants observés dans la ville de Douala : les campagnes de recouvrement des impôts sur les personnes physiques qui concernent également les étrangers - resident permits - permettent de voir qu'ils sont les interlocuteurs principaux et privilégiés des autorités locales à ces moments cruciaux. Les « chefs », alors mieux placés pour les déceler, sont régulièrement consultés par les autorités administratives et municipales pour la « conscientisation » des membres de leurs associations. Cette médiation constitue l'instrument ou le vecteur assurant le passage de la sphère privée immigrée dans le champ politique. C'est également dans cette optique qu'il est possible, eu égard à la position qu'ils occupent, d'observer la relation clientéliste et tribunicienne qu'ils ont avec les autorités de la place: faisant semblant d'agir exclusivement pour le compte des membres qu'ils sont sensés représenter, les « chefs » s'approprient très souvent les positions de domination sociale qui sont les leurs, à leur propre compte. Ainsi les verra-t-on bénéficier des grâces des autorités locales lors des rafles ou bénéficiant de moratoires dans le paiement de quittances pour leurs maisons de commerce, ou alors toujours acquittés devant les commissariats en cas de différend avec leurs ressortissants ou même avec les populations locales (Nkene 2000 :57).

*La cooptation des « big massa » nigériens dans le jeu politique local relève d'une autre logique. Il s'agit d'une stratégie de contrôle d'immigrés fortunés dont le poids financier peut éventuellement être déterminant pour les activités de partis ou même l'administration locale. Cette catégorie nouvelle d'acteur générée par la diaspora nigérienne constitue, à certains égards, dans le cas de la ville de Douala, un type comparable « au big man »*

mélanésien de Sahlins<sup>23</sup> qui, par ses propres efforts et en s'appuyant sur ses femmes ou ses [cadets] réussi « à se hisser au-dessus du lot commun ». Bénéficiant d'une « grande renommée » (Médard, 1992 : 169) il voit son statut social se différencier, ce qui lui confère un audience toute particulière parmi ses pairs. Ces types de profils sont recherchés par les autorités locales à des fins électoralistes lors des campagnes politiques, notamment pour leur apport financier comme on peut l'observer dans l'arrondissement de Douala II et dans certains archipels de Douala comme MANOKA ou CAP CAMEROUN où leur poids financier est devenu déterminant au fil des années. On n'est pas très loin dans ce cas de figure d'un processus de recrutement politique des étrangers dans les instances politiques.

Mais le processus d'incorporation de riches nigériens dans le jeu politique local est plus visible avec la cooptation de immigrés nigériens naturalisés camerounais – established. Ainsi de M. TANKO HASSAN, important homme politique de ville de Douala. Son itinéraire est typique de ceux des immigrés haoussas du nord du Nigeria arrivés à Douala avant l'indépendance et installés dans les petits métiers<sup>24</sup>. Ayant débuté comme tailleur à New-Bell, cet immigré nigérien s'est ensuite reconverti dans le commerce où il s'est imposé comme un ténor de la filière « import-export<sup>25</sup> », ce qui lui a permis de gravir rapidement les strates sociales<sup>26</sup> avant d'être élu président de la section RDPC de Douala IV. Cette nouvelle position sociale conquise et son appartenance à la religion islamique ont fait de lui un pôle « naturel » de convergence de nouveaux immigrants nigériens de même obédience religieuse, d'immigrants en bute aux multiples tracasseries quotidiennes. Sa situation de « established » sert donc, au contraire de celle observée par Elias et Scotson à Winston Parva, de refuge pour les nouveaux venus. Parallèlement, c'est une position qui sert aussi aux autorités locales, surtout lorsqu'il s'agit de la résolution de la « difficile équation » nigérienne à Douala. Dès lors, M. TANKO HASSAN apparaît auprès des autorités locales comme une personne ressource qu'il faut « capter », aux fins de la maximisation des gains dans un jeu politique où les nigériens sont indirectement partie prenante. Il en est de même de M. AHLADJI GARBA, député RDPC de Douala II dont les origines nigériennes sont connues de tous et qui joue un rôle similaire d'encadrement des immigrés nigériens à KOLOULOUN<sup>27</sup>. Son investiture par le RDPC participe de cette logique de contrôle des immigrés de haute stature sociale et économique. La popularité de M. ALADJI dans les milieux immigrés est telle qu'il constitue aux yeux de autorités locales un maillon essentiel à partir duquel cette immigration peut être contrôlée.

La recherche du contrôle des immigrés par les autorités locales se traduit alors par l'inféodation dans le jeu politique local de certains « pontes » nigériens ayant acquis une notoriété dans la ville. C'est une stratégie qui débouche indirectement sur l'entrée des « étrangers » dans le champ politique et qui devrait s'analyser comme un « effet pervers » ou un « effet de composition » du phénomène migratoire. Cependant, cette entrée dans le champ politique de l'immigration nigérienne n'est pas, dans la ville de Douala, uniquement

*imputable à l'action des autorités publiques; elle résulte aussi de l'action des populations locales.*

## **B - PUBLICISATION DE L'ESPACE IMMIGRE PAR LES POPULATIONS LOCALES**

*Un autre mode d'entrée des immigrants nigériens dans le champ politique résulte de certains modes populaires de représentation politique à Douala. C'est un mode de politisation « par le bas » (Bayart, Mbembe et Toulabor 1992) provoqué par des représentations issues du séparatisme anglophones et le conflit de Bakassi, qui induisent de nouvelles figures de perception des immigrants nigériens. Dans la ville de Douala, l'immigré nigérien est très souvent perçu comme un « opposant », par analogie et par assimilation aux anglophones qui depuis 1961 alternent au Cameroun entre participation et contestation du/dans le système politique. Si les anglophones camerounais souffrent être assimilés à des « biafrais »<sup>28</sup>, les immigrants nigériens ne s'offusquent à aucun moment d'être traités d'« anglos »<sup>29</sup>. C'est a contrario une situation qui leur permet de se fondre dans un univers qui leur est très souvent hostile.*

### **1- Les représentations politiques populaires induites de la stigmatisation de l'immigration nigérienne : « Biafrais » et « opposants »**

Les représentations politiques populaires dans la ville de Douala en rapport à l'immigration nigérienne ont partie liée avec l'histoire commune des deux pays. Le poids de l'imaginaire collectif (Withol, 1999 :136) semble indissociable de certains faits historiques (Bayart 1992 :42) lesquels font apparaître clairement que les deux peuples n'ont pas jusqu'aujourd'hui accepté ou digéré la partition qui a résulté du référendum de 1961 organisé par les Nations-Unies et qui attribuait la Southern Cameroon au Cameroun et la Northern Cameroon au Nigeria. En effet, l'arbitrage des Nations-Unies a produit de part et d'autre une amertume et une tristesse qui continuent de charrier le vécu quotidien des deux peuples et, une forme de rancune souterraine n'a pas cessé de hanter ici et là les consciences collectives. Les nombreuses et récurrentes confluations qui ont émaillé l'existence des deux pays depuis 1961, peuvent être justifiées dans une large mesure par ces représentations qui produisent des effets de réalité (métonymie). Les constructions ethnonymiques « biafrais » (Nkene, 2000 :52), « anglos », « opposants » sont des étiquetages et appellations traduisant largement la perception péjorative vers eux orientées, et sont symptomatiques des rapports politiques turbulents en terre d'accueil.

Comme « biafrais », l'immigré nigérien est perçu à Douala comme un usurpateur, un envahisseur dans la mesure où sa présence semble d'abord rappeler la partie « perdue »

du Cameroun septentrional<sup>30</sup>. L'image d'un Cameroun territorialement atrophié continue à imprimer chez les populations locales un sentiment de rengaine. Les rencontres de football entre les deux pays sont des moments importants d'observation de ce climat de répulsion et de conflictualité permanente : la finale de la coupe d'Afrique des nations remportée par le Cameroun a connu de formes multiples de débordements dans la ville de Douala : des marches et des slogans scandés durant toute la nuit « OKOSHA<sup>31</sup> parle encore » traduisent le ras le bol des populations devant ce voisin géant<sup>32</sup> qui « dérange ». Les victoires camerounaises contre l'équipe nigériane apparaissent alors comme des instants de conjuration d'un sort, d'un exorcisme collectif, peut-être plus profondément encore, d'une consolation par rapport à la portion de territoire « perdu » en 1961<sup>33</sup>.

Comme « opposants », les immigrés nigériens sont assimilés aux camerounais ressortissants du l'ex-cameroun occidental dont les velléités sécessionnistes sont considérées par les autres camerounais comme extravagantes et non fondées<sup>34</sup>. C'est ainsi que dans les représentations, les immigrés nigériens sont considérés ou perçus comme des « alliés naturels » des anglophones, eu égard à l'héritage commun obtenu de la Grande-Bretagne et apparaissent comme des adversaires de l'unité « durement conquise » du Cameroun. Cette présomption de soutien au mouvement sécessionniste anglophone produit des effets de réalité dans la scène politique de la ville de Douala où être nigériens rime avec le SDF<sup>35</sup>. Ce parti né en 1990 à Bamenda exprime dans une certaine mesure la frustration exprimée par ces populations anglophones de Douala largement phagocytée par des francophones et qui apparaît comme organe de représentation et de défense des intérêts anglophones dans le jeu politique local. Principale formation de l'opposition au Cameroun<sup>36</sup>, ce parti est perçu comme bénéficiant des largesses des immigrés nigériens, notamment IGBO et HAOUSSA respectivement du Camp Yabassi et du quartier Congo d'où l'étiquette d'« opposants » qui leur est très souvent projetée par présomption, et malgré le fait qu'ils n'avouent ne jamais faire la politique<sup>37</sup>.

Par ailleurs, le conflit de Bakassi est apparu comme un autre facteur de cristallisation de la répulsion envers les immigrés nigériens, même si ces derniers répugnent en général à se prononcer publiquement sur la question. Le sentiment anti-nigérien a pris un bémol depuis que le contexte stratégique entre les deux pays est marqué par la résurgence de cette guerre. Au retour de leur séjour dans la péninsule de Bakassi, les militaires camerounais alimentent dans les « chantiers » et les « bars » les conversations les plus épiques sur la méchanceté de l'ennemi nigérien, « sans scrupule ni loi » et responsable, par ses incursions en territoire camerounais, de nombreuses pertes en vie humaines. Il est alors apparu dans la ville de Douala de nouvelles perceptions de l'immigré nigérien, progressivement perçu comme « un ennemi dans la maison », un « adversaire » qui se cache dans le giron des opposants « anglos ». Ces considérations tout à fait neuves dans cette ville affectent de manière significative l'espace immigré qui se trouve élargi du fait de son glissement dans un champ qu'on lui croit par définition interdit, c'est-à-dire la sphère

politique (Withol, C, 1987 :165). Le rôle de la presse, entendue comme vecteur de publicisation de l'espace immigré n'est pas des moindres dans cette ville.

## **2- La surmediatisation de l'immigration nigériane par la presse locale**

L'observation et l'analyse de la production de la presse locale en rapport avec la question de l'immigration nigériane à Douala montre une évolution quasi-parallèle avec le comportement et les attitudes des populations locales. Cette attitude varie également en intensité en fonction des périodes, c'est-à-dire suivant que les rapports entre les deux pays sont stables ou non. Des « dossiers » sur l'immigration nigériane à Douala sont alors régulièrement confectionnés par ces organes de presse, attestant par là même la sensibilité de la question auprès de l'opinion publique et, son glissement sur la scène publique.

Le traitement de cette question à partir de la presse peut donc permettre d'appréhender l'opinion que se font les populations des immigrés nigériens, tant il est vrai que cette opinion est largement « travaillée » par les médias et réciproquement. Pour des raisons méthodologiques nous avons axé notre travail sur des organes de presse dont les sièges sont à Douala ou qui ont des représentations dans cette ville, pour des raisons évidentes de distance par rapport à l'objet d'étude. Notre postulat est que la perception de l'immigration par les journaux locaux immergés dans l'action et surtout en interaction quotidienne avec les nigériens devrait être différente de celle effectuée par les journaux gouvernementaux dont les positions sur la question sont très souvent aseptisées, et des organes de presse paraissant à des distances importantes et qui ne traiteraient de la question qu'à travers des « reportages ».

En établissant cette corrélation entre le pôle d'observation et les types de représentations qui en sont induites<sup>38</sup> nous pensons pouvoir déterminer quelques critères objectifs de choix des organes de presse. Nous avons ainsi privilégié le MESSAGER et MUTATIONS pour les publications en langue française, CAMEROON POST et THE HERALD pour les publications en langue anglaise. Le choix de ces organes est fondé sur leur représentativité dans la ville de Douala, la régularité de leur publications et l'intérêt qu'elles accordent dans leurs colonnes sur la question de l'immigration nigériane à Douala.

Deux variables peuvent aider ici à appréhender ce phénomène: quantitative, en prenant en compte le nombre et la surface de production sur la question nigériane dans ces journaux, et qualitative en prenant en compte le contenu ou le ton des articles proposés.

En terme quantitatif, c'est le journal le MESSAGER qui s'attribue le plus grand nombre d'articles sur la question, suivi de CAMEROON POST, de HERALD et de MUTATIONS<sup>39</sup>. Nous avons arbitrairement choisi de privilégier la seconde variable, parce que estimions-nous, elle devrait être plus apte à nous renseigner sur les représentations et les images produites par la presse sur l'immigration nigériane.

Le moment saillant de ce « passage au politique » est la manipulation du chiffre des immigrés nigériens. Une surévaluation systématique de leur nombre dans l'ensemble de la presse n'est pas innocente : l'entretien de cette image a pour fonction d'exacerber les tensions et de montrer la menace réelle ou virtuelle d'une population « étrangère » qui après avoir « envahi » Bakassi, est progressivement en train de faire de même, en ce qui concerne la ville de Douala. *La construction d'une menace immigrée* peut être ainsi recoupée à travers certains journaux locaux. Selon le MESSAGER<sup>40</sup>, il y aurait 500.000 à 1.000.000 nigériens vivants à Douala, sur les 3.000.000<sup>41</sup> vivants au Cameroun. Si le recensement de la population de 1987 - le seul d'ailleurs qui donne une approximation du nombre des nigériens à Douala - estime à environ 20.000 - ce qui est tout à fait invraisemblable - il y a lieu de remarquer que celui régulièrement servi par le MESSAGER le grossit de manière démesurée. Les chiffres avancés relèvent ouvertement d'une volonté de manipulation et de la stigmatisation de l'immigration nigérienne, aux fins de la présenter comme une menace physique aux yeux des populations<sup>42</sup>. Ce que nous souhaiterions faire voir ici, c'est la signification, sur un plan politique, de cette manipulation du nombre. L'observation montre que le « tango » de ces chiffres traduit un état de relations entre les deux pays : en période d'accalmie, l'élévation des chiffres traduirait l'hospitalité des populations locales ; et en période de résurgence de conflits entre les deux pays, elle suggérerait le danger ou la menace d'un envahissement dont seraient exposées les populations de Douala. Dans les journaux, les termes « amis », « frères » nigériens alterneront alors avec les termes « ennemis », « ingrats », « fourbes », « envahisseurs » pour exprimer, la menace permanente qui pèserait sur les populations locales. Il y a donc une corrélation entre l'état des relations entre les deux pays et les images produites par la presse locale. Le ton, en général ambivalent, est donné sous forme d'alerte dans la « une » de ces journaux : « la menace nigérienne se précise<sup>43</sup> » ; « Même CAMP YABASSI m'appartient<sup>44</sup> » ; « Nouveau Bakassi. Fronde nigérienne à MANOKA :<sup>45</sup> » ; « Des Nigériens aux côtés des indépendantistes<sup>46</sup> » « Le came no go des Nigériens<sup>47</sup> » ; « Des nigériens arrêtés en possession d'armes de guerre à Youpwè<sup>48</sup> » ou sous forme d'apaisement : « Le Général Abacha bientôt à Yaoundé<sup>49</sup> ». La surmédiatisation de cette immigration est un important vecteur de sa publicisation, à partir du moment où l'espace immigré est transporté au devant de la scène publique par le biais des journaux, et, en alimentant le débat public, elle se politise .

Autre modalité d'entrée de l'immigration nigérienne dans le champ politique de la ville de Douala, la publicisation de l'espace privé immigré. Il s'agit de la transposition sur la place publique, des faits et mœurs qui habituellement sont considérés comme ressortissant de la sphère privée des étrangers. Au premier plan de ce processus, la religion. Nombre d'immigrés nigériens sont considérés comme animateurs des « sectes » dont les activités sont décriées dans la ville de Douala. Les plus en vue sont les « Eglises Pentecôtistes » et leur différentes variantes - Jesus Alive, Love God etc. -, qui absorbent une importante

couche de la population, notamment celle en bute à des problèmes de survie. Les activités « louches » auxquelles elles se prêtent, à l'image de la vente des organes humains imputée aux nigériens qui en sont membres défraient au quotidien la chronique à Douala (Nkene 2000 :50). Ici, le débat a pris la tournure d'un véritable drame psychosocial avec l'assassinat d'un jeune enfant de 11 ans par deux nigériens pour dit-on, des fins de sorcellerie<sup>50</sup>. L'implication de certaines personnalités immigrées<sup>51</sup>, l'interpellation de certaines autorités de police de la ville, et, surtout l'intervention du Consul du Nigeria à Douala pour condamner cet « odieux acte » a donné une connotation fortement politique à l'événement, le faisant glisser d'un fait de société à un fait politique: l'affaire de meurtre d'enfant étant devenue une affaire entre Etats, au regard des niveaux des instances mobilisées.

Dans le même chapitre, « la sorcellerie » des nigériens, en tant que pratique intime est également passée dans le débat public au travers de la question de la « disparition des sexes » qui leur était imputée. Cette autre psychose sociale dont ils seraient responsables entretient de façon cyclique dans la ville de Douala, des manifestations et débats publics, où s'entremêlent vie privée immigrée et opinion publique; comme en témoigne le lynchage des nigériens –Igbo - et la destruction de biens par les populations au quartier Deido, soupçonnés de commanditer des « disparitions de sexe » à « distance » par des « pratiques louches »<sup>52</sup>. La publicisation des comportements privés immigrés nigériens se traduit par son apparition dans l'ordre du jour du débat public et se pose en terme d'hospitalité et de réciprocité, puisque nombres de camerounais résident également en territoire nigérien.

Ainsi, l'immigration nigérienne, largement considérée comme essentiellement phénomène de société à Douala,<sup>53</sup> est passé au centre du débat public local par une publicisation progressive de son espace privé. L'observation de la scène politique locale de Douala fait entrevoir une dynamique inverse de politisation, impulsée cette fois-ci par les nigériens eux-mêmes .

## **II - LES MODALITES IMMIGREES D'ENTREE DANS LA SCENE ET LE JEU POLITIQUE LOCAL**

L'entrée des immigrés nigériens dans le jeu politique local est entendu ici comme celles de leurs activités sociales qui interfèrent de manière incidente avec les instances du pouvoir local, ou alors celles de leurs activités qui prennent de manière rationnelle naissance directement dans le champ politique local. Ce processus fait entrevoir deux types de stratégies : les stratégies intentionnelles d'interventions dans le jeu politique local, qui s'analysent en une conversion du capital économique en capital relationnel : le passage au politique s'observant au moment de l'arrimage de ces motivations économiques dans le champ politique. La nature occulte de ce type de stratégies est une caractéristique importante du séjour des immigrés nigériens à Douala, et, une particularité

de leur mode d'entrée dans le jeu politique. A coté de ces stratégies occultes qui opèrent par conversion de capital, il existe également une activité de marquage politique de l'espace d'accueil par ces immigrants, qui s'analyserait, dans le cas d'espèce, comme une participation politique non conventionnelle ( Mayer, Perrineau,1992 :11).

#### **A- INFORMALITE POLITIQUE ET CONVERSION DE CAPITAL**

L'immigration nigériane n'a pas seulement produit des agents économiques incontournables dans la ville de Douala (Nkene, 2000 :56). Elle a également généré une catégorie d'entrepreneurs politiques (Schumpeter,1983 :374) étrangers dont le fonctionnement et le comportement apparaît à tout égard atypique des modes classiques d'«entrée en politique» (Rodrigo, 1990). Il s'agit d'agents sociaux allochtones qui investissent discrètement et sournoisement les instances de pouvoir aux fins de tirer partie de soutiens ou appuis politiques. Les taxinomies classiques les rangeraient vraisemblablement dans le cadre des groupes de pressions ; en effet, une observation serrée de leur fonctionnement montre qu'ils n'affichent réellement aucune prétention à exercer le pouvoir politique au niveau local, mais plutôt collaborent<sup>54</sup> discrètement avec ce dernier aux fins de réaliser leur projet migratoire. Sans doute la situation d'« étranger » justifie-t-elle les nuances observées dans le déploiement des stratégies de conversion de capital chez les immigrants nigériens à Douala.

##### **1- L'entrée « buissonnière » sur la scène et dans le jeu politique local**

Le repérage des immigrants nigériens dans le jeu politique local de la ville de Douala n'est pas tâche aisée, du fait du camouflage habituel de leurs activités pendant leur séjour<sup>55</sup>. L'infiltration des réseaux fermés Igbo du quartier Yabassi s'est avérée particulièrement fructueuse ici pour appréhender les mécanismes et surtout les motivations d'une occultation devenue obsessionnelle: c'est qu'en réalité, la situation quasi-générale de clandestinité (Mefouna, 1991 ;Bouillon, 1999)qui est la leur, les représentations foncièrement péjoratives qui leur sont affublées par les populations locales et, surtout leur statut d'«étranger», les amènent à adopter une attitude de repli et des stratégies essentiellement occultes pour pénétrer les milieux politiques. Cela expliquerait largement cette pseudo-absence<sup>56</sup> dans un univers politique traditionnellement considéré comme relevant du domaine exclusif des « indigènes ». On verra, s'agissant de la ville de Douala, que cet OPNI - objet politique non identifié - (Coulon et Martin,1991 :160) est bien présent et évolue au principal dans l'informel<sup>57</sup>. Expliquons.

Le monopole dont les immigrants nigériens jouissent dans certains secteurs d'activités économiques n'a jamais été du goût des populations locales qui s'en accommodent à défaut de pouvoir les chasser( Nkene, 2000 :56). Ils sont, à tous les égards considérés ici comme

des ennemis commodes (Christie,1986 ; Brubaker, 1984). Une présence également ostentatoire dans la sphère politique comme c'est le cas dans le secteur économique serait insoutenable pour les populations locales. Pour ce faire, les immigrés nigériens évoluant dans la délicate sphère du politique se doivent d'être discrets, aux fins de ne pas en rajouter à une répulsion sociale avérée. Par exemple, à la question relative au rapport qu'ils entretiendraient avec la politique, les immigrés nigériens presque sans exception, répondent de manière systématique « I don't do politics », comme pour souligner l'indifférence pour ce sujet (Bourdieu,2000 :8) et surtout le statut d'apolitique qu'ils assumerait en terre étrangère. En réalité, il n'en est rien. Il y a plutôt camouflage et occultation de l'activité politique pour les raisons xénophobes évoquées plus haut. Il s'agit d'une stratégie de diversion et de contournement du sentiment d'incompétence politique qui leur est accolé, c'est-à-dire le refus ou l'interdiction socialement reconnue comme habilités à s'occuper des affaires politiques ( Bourdieu, 1979:466). Dans cette perspective, ils choisissent conséquemment les modes d'action occultes, par exemple de financement occultes des partis politiques ou de corruption des autorités publiques locales pour la réalisation de leur projet migratoire. Cette prédilection pour l'informalité politique à Douala renvoie à d'autres types de comportement déviants d'immigrés nigériens observés dans les milieux économiques –contrebande- (Fodouop,1988)et sociaux –iconoclastes- (Amaazee 1990 :283) au Cameroun.

La constitution de lobbies politiques immigrés nigériens agissant dans le secret le plus absolu traduit ce penchant pour un jeu politique occulte. Au départ ce sont des associations ethniques ou professionnelles qui, au fur et à mesure qu'elles prennent de l'envergure, se retrouvent dans la nécessité de collaborer avec les instances politiques locales<sup>58</sup>. Ce glissement de nature ou de vocation apparaît lorsque les intérêts grandissent, lorsque la coalition avec le pouvoir local devient un gage de la pérennité des affaires. A ce moment les lobbies financent les organes politiques locaux en échange de protections, de passe-droits etc...

Les lobbies IGBO (Ejiofor,1981) apparaissent ici comme les plus influents, encadrés par de puissants réseaux opaques dont les ramifications s'étalent en dehors du pays d'accueil<sup>59</sup>. Leur redoutable dynamisme en fait un lobby particulièrement craint dans certains milieux d'affaires de Douala. Leur ancienneté et surtout le monopole de certains secteurs d'activité les placent comme des interlocuteurs de premiers plans avec les autorités locales. La NAPSDA - Regroupement de vendeurs de pièces détachées du Camp Yabassi - a, par le biais de son représentant financé secrètement le candidat RDPC de Douala II pendant les législatives de 1997, en même temps que le candidat SDF. Le jeu consiste ici à subventionner au même moment tous les candidats potentiellement éligibles aux élections. Cela permet de se prémunir contre d'éventuelles surprises. Cette attitude du reste dispendieuse, n'est pas inconnue des milieux d'affaires camerounais, comme en témoigne le plaidoyer à la télévision camerounaise pendant le villes mortes de KADJI

DEFOSSO<sup>60</sup>, accusé de financer le principal parti d'opposition -SDF. Celui déclara qu'il finançait aussi le parti au pouvoir - RDPC – et ne trouvait aucune incompatibilité à «aider » les deux partis. Le comportement des lobbies IGBO est à beaucoup de point de vue identique. En finançant tous les partis susceptibles de gagner les élections, ils se placent dans un jeu à somme variable, où ils sont assurés quel qu'en soient les résultats, d'avoir la « confiance » de nouveaux élus. L'exemple de collusion la plus remarquable entre immigrés nigériens et autorités politiques locales se trouve être l'inexécution d'une décision de déguerpissement pour construction de maisons dans une zone déclarée « non idificandi » - pont du Camp Yabassi - jamais exécutée, parce qu'elle est majoritairement occupée par des commerçants Igbo, contrôlant parfaitement depuis près de 20 ans les députés et maires de cette circonscription administrative quelle que soit leur obédience politique.

Les lobbies Haoussa du quartier Congo encore plus discrets, sont à créditer d'une influence politique grandissante. Ce quartier abrite la plupart des musulmans Nigériens depuis les années 1960. Dérivé des rapports religieux qu'ils entretiennent avec leurs homologues camerounais du quartier Congo, les lobbies haoussa tirent leur efficacité de leur insertion et leur longue familiarisation avec les milieux nordistes très impliqués dans le commerce « import-export ». D'un point de vue politique, les immigrés haoussa, sont dans leur majorité inféodés aux camerounais originaires du « Grand Nord » et s'alignent en général sur les choix politiques de ces derniers. Leur choix très souvent vont pour l'UNDP ou le RDPC en ce qui concerne les partis politiques. Mais l'essentiel de leur lobbying s'effectue en direction des autorités administratives de leurs circonscriptions directes. Ces alliances politico-administratives sont importantes pour le déploiement, la sécurisation et l'encadrement de leurs activités qui se déroulent dans une large proportion dans la fraude et la contrebande<sup>61</sup>.

L'observation attentive de la scène politique de Douala montre que malgré les relents de xénophobie observés dans cette ville, les immigrés nigériens se posent comme des acteurs déterminants dans le jeu politique local, et , se trouvent ainsi, du fait de leur activité politique occulte, dans une situation atypique par rapport à la « discrétion » des autres étrangers y résidents. Mais on retiendra surtout que l'occultation et la diversion caractérisent les modes d'entrée en politique des immigrés nigériens à Douala. Au delà de ces stratégies buissonnières d'entrée dans la scène et le jeu politique, la technique de conversion de capital apparaît comme une autre modalité de leur entrée dans le champ politique.

## **2- La conversion du capital économique en capital politique**

Une fois de plus, on est dans un chapitre peu transparent de l'activité politique des nigériens dans la ville de Douala, qui a trait à l'arrimage des immigrés dans le champ

politique via l'économique. L'entrée des immigrés nigériens dans le jeu politique de la ville de Douala par leur propre initiative obéit à une logique de conversion d'un capital économique en capital relationnel (Bourdieu, 1983). En effet, les immigrés nigériens dans leur majorité sont dans les « affaires » -comprendre ici activités commerciales largement frauduleuses - et jouissent dans cette ville d'une réputation d'habiles commerçants, ce qui justifierait la fortune qu'ils réussissent très souvent à amasser en très peu de temps<sup>62</sup>. Une des catégories socioéconomique (Portes, 1995 ;Light et Bonacich 1998) produite par cette immigration en terre d'accueil est ce qu'on désigne ici par « big man », « big massa » ou plus communément « njim tété<sup>63</sup> ». Le « njim tété » immigré est en général un self-made-man qui, parti d'un « settlement » arrive à se positionner comme un membre du groupe financièrement influent. L'idée sous-jacente ici est la réussite sociale individuelle, elle-même bâtie sur une réussite économique. (Geschiere et Konings, 1993) Mais dans de la ville de Douala, cette dernière ne peut réellement être efficiente sans des soutiens politiques et c'est ce qui expliquera que l'on les décèle également dans ce champ. L'action politique individuelle des immigrés nigériens dans la ville de Douala s'inscrit dans une alliance dyadique où la logique de la corruption prévaut et où le secret est de mise. Ce sont en général de gros commerçants IGBO et Haoussa qui entretiennent ce commerce avec tantôt les partis politiques, tantôt avec les autorités administratives ou traditionnelles. Ojukwu, puissant homme d'affaire IGBO installé au quartier Ngodi est un prototype du « njim tété » immigré nigérien à Douala. Réputé dans les milieux d'affaires et dans les milieux politiques de la ville de Douala, il appartient à la catégorie des personnes « intouchables » de la place. Sa réputation de « dur » fait de lui un homme craint et respecté de la ville. Sa trajectoire d'entrée dans les instances du pouvoir local est d'abord passée par une accumulation, ensuite il y a eu redistribution à certains agents sociaux précis que sont les autorités locales - chef traditionnels, commissaires de police, maires, sous-préfets, préfets etc. - en vue de deux objectifs: la sécurité et le développement de son commerce. Au cœur de cette mécanique, la logique de conversion d'un capital économique en capital relationnel dans la mesure où ce qui est visé par l'immigré nigérien, c'est la sécurité de son commerce contre les populations locales avec lesquelles ils entretiennent des rapports plutôt « difficiles ». S'adjoindre les services et la protection des autorités politiques et administratives locales devient alors un gage pour la réalisation des projets migratoires. L'entrée dans le jeu politique on le voit ici est indirect, et obéit à d'autre chose que la conquête ou l'exercice du pouvoir. Il ne s'agit pas d'une recherche du pouvoir à exercer, mais davantage de la quête d'un capital relationnel qui les sécurise dans un environnement social hostile et susceptible de nuire à leur objectifs d'enrichissement. Il s'agit moins encore, en ce qui concerne le « njim tété » immigré, d'une véritable professionnalisation politique (Gaxie, 1973) puisque leur rapport aux instances dirigeantes obéit à autre chose que la quête du pouvoir politique. Ainsi, le passage de l'économique au politique caractérise les stratégies d'enrichissement des « njim tétés » et, se traduit

concrètement par une forme de « straddling » fonctionnel entre ces deux champs (Médard,1992 :185). Pour mieux saisir ce mécanisme, il faudrait surtout mettre en exergue les rapports d'échanges qui existent entre le « njim tété » et les autorités locales. On empruntera volontiers ici les instruments d'analyse du paradigme « clientéliste<sup>64</sup> » pour décrypter les rapports d' « instrumentalisation » réciproque entre immigrés nigériens et « élites » locales : en fait, la situation d' « étrangers » et de « clandestins » les place dans une position sociale souvent inconfortable qu'il leur faut contourner au prix de sacrifices; lesquels leur permettent ensuite de réaliser leurs objectifs d'enrichissement et de se positionner comme des alliés indispensables dans le jeu politique local, par exemple en ce qui concerne le financement occulte des partis politiques ou de groupes de pressions.

Observés ainsi sous cette grille de lecture, les rapports entre les autorités locales et immigrés nigériens montrent que l'entrée dans le champ politique est pour partie tributaire de différentes transactions, de coalitions politiques fondées sur des intérêts réciproques existant entre les deux premiers (Down,1972) (Marantzidis et Mavromatis,1999 :444). La réussite du processus d'accumulation des « njim tété » est étroitement liée aux relations dont ils disposent au sein des instances dirigeantes qui les couvrent en cas de besoin (Médard,1992 :185) Ils sont reconnus comme « intouchables » dans la ville du fait de leurs attaches avec les autorités administratives ou politiques qui en retour obtiennent d'eux des prébendes. En somme, il s'agit d'une sorte « d'alliance dyadique verticale entre deux personnes de... [catégories ou de groupes sociaux] statut, de pouvoir et de ressources inégaux, dont chacune considère utile d'avoir un allié supérieur ou inférieur à elle-même<sup>65</sup> »

On doit toutefois faire observer que l'entrée individuelle en politique des « njim tété » nigériens immigrés est sans préjudice de celles de leurs groupes politiques, ethniques ou socioprofessionnel qu'ils représentent. A titre d'exemple, la SCNC<sup>66</sup> est considérée dans certains milieux politiques de Douala comme étant soutenu par les Nigériens, notamment des « njim tété » IGBO résidents dans cette ville. A la réunion de TARABA - région frontalière avec le Nigeria - M. Bamanga TUKUR indiquait en des termes très clairs le rôle politique qui devrait être celui des immigrés présents à Douala<sup>67</sup> : le commerce politique entre « njim tété » et autorités locales, s'il ne doit pas être officiel, doit pouvoir servir aux intérêts des anglophones spoliés dans le partage des richesses au Cameroun. Mais en général, ce type d'activité immigrée prend, dans la majeure partie de temps, les trajectoires d'une participation politique non conventionnelle, comme on le verra avec les manifestations et protestations des nigériens qui structurent de manière significative l'espace politique de la ville de Douala.

## **B - LA PREDILECTION POUR UNE PARTICIPATION POLITIQUE NON CONVENTIONNELLE**

Dans ses diverses modalités, la participation politique n'est pas une dimension isolée de la participation sociale au sens large. Si ses principaux indicateurs covarient avec d'autres activités sociales (Mayer et Perrineau, 1992 :14), il y a qu'elle dépend étroitement des statuts des membres de la société incriminée. Ainsi, selon que l'on est un national ou un étranger, la question de la participation politique se posera de manière différente (Withol, 1987 :11). En particulier, la question de la participation politique des immigrés nigériens à Douala se pose en des termes tout à fait singuliers. Il s'agit d'une population immigrée dont les rapports sociaux avec la population locales sont extrêmement conflictuels, et, dont les stratégies de séjours s'articulent en gros autour de l'occultation et de la dissimulation. Leur participation aux activités politiques emprunte rarement ici les trajectoires légales ou celle des structures ou cadres conventionnels. Elle opère par contournement systématique des cadres agréés et, ce faisant, les introduit dans la sphère d'une « participation politique non conventionnelle ». Celle-ci inclut des actions individuelles ou collectives en contestation du pouvoir politique, ou qui utilisent « des moyens refusant la légalité ou totalement illégaux » (Chagnollaude, 1996 : 79) Certaines pratiques des immigrés nigériens à Douala dans leurs rapports à la nationalité et la citoyenneté camerounaise et la récurrence de leurs activités protestataires permettent de mieux appréhender ce processus de participation politique non conventionnelle.

### **1 - Acquisition d'une nationalité et d'une citoyenneté de «rente» : la double présence**

La citoyenneté et la nationalité en ce qu'elle ont trait aux rapports entre les individus et l'Etat, sont des questions relevant de l'espace politique. Si cette relation est déjà problématique vis à vis des nationaux, elle constitue une véritable gageure en ce qui concerne les étrangers (Withol, 1987:19; Schuck, 1998:160) : « La migration transnationale observe Jacobson, est en train de saper continûment le socle traditionnel de l'appartenance à l'Etat-nation, en un mot la citoyenneté ». Les motivations et surtout les modalités d'acquisition de cette citoyenneté sont bouleversées à la suite des transformations induites de l'intensification des flux migratoires qui donnent vie à de nouvelles figures de citoyenneté. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la « citoyenneté de rente ». Par « citoyenneté de rente », nous voulons marquer ici toute la différence entre une citoyenneté qui repose sur les droits et devoirs classiquement reconnus<sup>68</sup> (Lochak, 1985) et une autre qui est acquise à des fins mercantiles, ou en raison des avantages pécuniaires qu'elle est susceptible d'apporter. Celle que les immigrés nigériens acquièrent ces

dernières périodes dans la ville de Douala se distingue fondamentalement par sa finalité et sa procédure d'acquisition des modes normaux d'acquisition de la citoyenneté<sup>69</sup>: elle leur permet tantôt de marchander leur voix en période électorale ou surtout d'acquiescer des passe-droits sans pour autant se sentir des camerounais, c'est-à-dire des membres de la communauté politique de l'espace d'accueil; c'est donc d'une acquisition à des fins essentiellement mercantiles qu'il s'agit. La citoyenneté camerounaise pour l'immigré nigérian n'est qu'un instrument de travail, notamment pour éventuellement servir de voix pour les suffrages en cas d'élection ou alors comme un gage pour les affaires. Dans des localités comme MANOKA où les immigrants nigériens constituent jusqu'à 80% de la population<sup>70</sup>, cet enjeu est encore nettement perceptible. Ici leur nombre important a des incidences directes sur les suffrages de cette circonscription administrative: véritables enjeux électoraux, ils pèsent souvent d'un poids remarquable sur les résultats des élections, comme le montre les élections législatives et municipales de 1997 où ils déterminèrent la victoire du RDPC<sup>71</sup>.

Cependant les moyens d'acquisition de cette citoyenneté montrent très bien la considération qu'on les immigrants nigériens pour elle. En lieu et place d'une action en naturalisation ordinaire ou d'une double nationalité légalement acquise (Abiabag, 1982), les immigrants nigériens procèdent, à travers de réseaux camerounais et nigériens à des opérations frauduleuses pour l'acquiescer: moins longue, moins coûteuse et surtout pratique, cette procédure consiste à s'octroyer sous pourboire, dans un premier temps, un acte de naissance camerounais auprès d'une mairie de la place. Ensuite le même manège est utilisé pour la fabrication d'un certificat de nationalité dans les tribunaux de la place et, munis de ces deux éléments, l'intéressé peut se rendre dans des commissariats de police de la place pour se faire délivrer une carte d'identité nationale camerounaise. En réalité, cette nouvelle procédure d'acquisition des cartes nationales d'identités visait, par sa longueur à se prémunir de cas de fraudes. Mais à l'arrivée, ce procédé n'aura pas servi à grand chose puisque les immigrants nigériens désireux de ces nouvelles cartes en sont d'ores et déjà titulaires. Au ministère de l'Intérieur, et à la police des frontières, les mesures d'institution de cartes d'identités informatisées avaient pour but d'identifier les nationaux et, par la méthode de résidus à évaluer la population étrangère. Mais au vu de l'échec de cette entreprise du fait de la prolifération de cartes frauduleuses, l'opération a connu depuis lors un ralentissement, même si on se targue dans certains milieux officiels à avancer d'autres raisons qui seraient « purement techniques ».

Malgré l'acquisition de cette nouvelle «citoyenneté», les nigériens ne renoncent pourtant pas à leur nationalité d'origine, qu'ils aiment d'ailleurs à arborer en certaines circonstances et en certains lieux, comme en témoigne les rassemblements qu'ils organisent pendant la fête nationale du Nigeria (1<sup>er</sup> octobre). Dans une autre situation, on aurait d'ailleurs pu parler d'une double nationalité; mais il n'en est rien. L'idée que le Cameroun est un espace à coloniser est toujours aussi vivace depuis la colonisation

britannique dans les représentations que se font les immigrés nigériens des camerounais, en dépit des résultats du référendum de 1961 et malgré les indépendances politiques. Cela justifierait le complexe de supériorité que ces derniers affichent en général en face des camerounais et, expliquerait l'éternel climat d'animosité régnant entre les deux peuples. On comprend alors que les constructions et les représentations immigrées afférentes amènent à admettre qu'un nigérien ne doit donc pas, du fait de sa « supériorité » au camerounais, se vanter d'une éventuelle naturalisation camerounaise. Voilà pourquoi ils sont « camerounais » pour contrôler le pouvoir politique local à Douala aux fins d'assurer leur « business », et nigérien pour des raisons « patriotiques ». Doublement présents à Douala, ils sont donc, en fonction des circonstances camerounais; mais demeurent toujours nigériens.

Les rapports des immigrés nigériens au pouvoir local prennent également les formes d'activités protestataires, dont la régularité et l'intensité sont fonction de la distance avec le « centre ».

## **2 - Les manifestations publiques**

Le marquage de l'espace de la ville de Douala par les immigrés nigériens ne s'est pas arrêté aux structures et représentations sociales<sup>72</sup>. Ce processus d'appropriation symbolique de l'espace a également irradié sa sphère politique: Les manifestations du 1<sup>er</sup> octobre (indépendance du Nigeria) organisées de manière assidue par les nigériens chaque année à Douala sont un moment important de leur expression politique en terre d'accueil. Ici l'expression privée se publicise à travers les festivités organisées à cette date et traduisent leur attachement à la nation où l'Etat nigérien. La référence à l'Etat nigérien en terre d'accueil indique implicitement l'allégeance à ce dernier, en dépit du processus de « désétatisation » proclamé ad nauseam en Afrique dans le cadre des flux migratoires. Le processus d'investissement et de recomposition de l'espace politique en Afrique par les étrangers ne s'effectue donc pas totalement en dehors de l'Etat. Il semble puissamment et paradoxalement marqué par la « pensée d'Etat » (Abdelmalek, 1999) ou de la « culture d'Etat » (Sindjoun 1999). En effet, il demeure encore un cadre de mobilisation de symboles qui déterminent de manière significative les attitudes, un vecteur de conditionnement des schèmes de pensée individuelle ou collectives au sein comme à l'extérieur des sociétés. Comme forme symbolique, l'Etat reste un puissant instrument de fabrication, et de structuration de l'activité migratoire (Sindjoun :1999) et est illustratif de ce qu'en réalité, l'Etat se trouve aussi bien « dans les têtes » que dans les sociétés politiques. Il induit par exemple des formes de représentation politique tel que la magnification du nationalisme des immigrés nigériens à Douala. L'organisation des festivités commémorant l'indépendance du Nigeria par ses ressortissants à Douala traduit, au-delà de l'affirmation d'un référent national fort, une volonté explicite de marquage politique de l'espace

d'accueil, en terme d'importation et d'imposition de comportement politiques étrangers. L'hypothèse de l'interdiction d'une manifestation de cette nature estime d'ailleurs le Consul du Nigeria à Douala s'analyserait comme un incident diplomatique<sup>73</sup>.

Une autre modalité d'entrée des immigrés nigériens dans le champ politique de la ville de Douala consiste en leur forte tendance aux protestations publiques. En effet, les relations sociales conflictuelles entre immigrés nigériens et les populations locales génèrent des heurts de tout genre, qui trouvent comme mode d'expression des réactions collectives de désapprobation de la part des Nigériens. La caractéristique principale des réponses immigrées ici est leur caractère non conventionnel. Il s'agit ici d'actions collectives de contestation de l'ordre ou du pouvoir politique local par un usage de moyens très souvent en marge de la légalité. (Chagnollaud, 1996 :79 ; Mayer et Perrineau, 1992 :112). Mais ce marquage politique de l'espace urbain varie également en fonction du degré de « centralité ». En effet, l'importance et la concentration du nombre des immigrés dans certaines zones de cette ville est corrélée avec l'amplitude des contestations (Coleman, 1990) Ainsi verra-t-on que les « quartiers difficiles » à l'instar de Camp Yabassi ou « dangereux » comme New-Bell dont l'allégeance est faible avec le centre du pouvoir local donnent aux immigrés nigériens des possibilités de contestation élevée, au contraire des quartiers comme Bonandjo (quartier administratif) où ils se montrent plus discrets. Dans le même sens, les archipels de la ville de Douala comme Cap-Cameroun, Clic Number One, Munganguè, Kangué, Poka etc. constitués de près de 85% d'une population nigérienne offrent, du fait de leur éloignement géographique, un espace de contestation aux amplitudes particulièrement élevées: elles vont parfois jusqu'à voir l'implantation du drapeau nigérien, comme ce fut le cas à Cap-Cameroun -une des 22 îles de l'arrondissement de Manoka- au mois de septembre 2000 au cours d'une insurrection des immigrés nigériens -Orong en majorité- La moindre altercation entre les immigrés Nigériens et les autorités locales dans ces archipels de Douala est source de protestations et de revendications de toutes sortes, qui culminent très vite avec des menaces d'annexion du territoire camerounais. L'implantation des drapeaux nigériens lors de ces échauffourées témoigne non seulement cette tendance à la contestation, mais peut-être surtout un marquage politique d'un espace qu'ils considèrent sinon comme un territoire nigérien, du moins comme un «no man lands». Quoique «non orthodoxe», ces activités protestataires immigrées (Marsh, 1997) constituent une dimension importante de la participation politique qui ne doit pas être perçue uniquement dans le sens classique de la mise en œuvre de la citoyenneté - appartenance à une vie associative ou syndicale, au vote etc. - mais également à un certain nombre d'activités remettant en cause l'ordre établi et les institutions en place. Ces protestations multiformes des immigrés correspondent donc à un marquage de leur présence dans la sphère politique de la ville de Douala; ce qui les place dans une situation singulière, par rapport aux attitudes et comportements des autres étrangers présents dans cette ville.

## CONCLUSION

L'immigration nigérienne à Douala n'est pas restée cloîtrée dans le champ social ou économique comme on l'a souvent vu dans un bon nombre d'études relatives aux migrations internationales classiques<sup>74</sup>. Elle a, par une dynamique co-produite par les locaux et les immigrés, irradié le champ politique local, entraînant une rupture avec les considérations jusque-là faites sur ce sujet : l'incompétence politique souvent accolée aux étrangers est alors irrémédiablement battue en brèches ici par un ensemble de processus et dynamiques qui par volonté ou par destination, exposent ou inféodent l'immigré dans l'espace politique. Mais plus profondément, on se trouve devant un cas singulier de rapports politiques entre « étrangers » et « nationaux » au Cameroun, où les immigrés par leurs activités déterminent dans certaines conditions le jeu politique, fut-il à un niveau local; mais qui ne saurait être sans incidence sur l'ensemble de la vie politique nationale. Dans cette perspective, les confusions et cafouillages identitaires devenus banals et induits de la contrefaçon généralisée de pièces d'identifications à Douala laissent perplexe quant à la passivité et l'indifférence observée de part et d'autre, amenant à un questionnement sur l'existence ou l'efficacité de politiques migratoires entre les deux Etats<sup>75</sup>.

---

## NOTES

<sup>1</sup> On pose comme hypothèse qu'il existerait des lois générales des champs : ainsi du champ religieux, économique etc. régulés par des lois de fonctionnement invariantes. Par champ politique nous désignons, dans une perspective bourdieusienne un « microcosme » dans le « macrocosme social » dans lequel se déroulerait un jeu spécifique, doté d'enjeux particuliers (différent du champ économique, du champ social etc. mais avec lesquels il entretient des rapports) et caractérisé par l'existence « de champ de force et des champs de luttes visant à transformer le rapport de forces qui confère à ce champ sa structure à un moment donné ». Lire Bourdieu Questions de Sociologie, éditions de Minuit, Paris, 1980 P.113. Egalement, Pierre Bourdieu, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », Actes de la recherche en sciences sociales, n° 36\37, fev-mars 1981, p 3

<sup>2</sup> En effet, la présence des étrangers dans le champ politique est une situation qui sortirait du commun, parce qu'elle est semble-t-il, d'office « contraire » aussi bien dans les mœurs que dans les imaginaires. Il n'y a pas jusqu'au trop sérieux SOWELL à estimer que le domaine d'activité normal des immigrés dans les pays hôtes doit se limiter à une activité économique et non politique (Schuck, Citizens, Strangers and In-Betweens, 1998). Ces constructions du reste durables, créent des effets de métonymie, qui expliqueraient que la question est en général éludée du fait des mécanismes d'entretiens et de pérennisation (ancrage) de certains schèmes de pensée, de préjugés et tabous sociaux (Nkene 1994). Ceux-ci perpétuent cette forme d'exclusion politique, en discriminant sournoisement d'entre les nationaux et les étrangers. C'est un domaine où la présence de

---

l'étranger est généralement perçue comme une situation anormale et sa participation relevant de l'extraordinaire. La politique serait une chose trop importante pour être ouverte aux étrangers, parce qu'elle ressortit du « domaine protégé » des nationaux. C'est, en tout point de vue, une situation qui fait problème et inquiète les populations locales.

<sup>3</sup> A la fin de l'année 1998, le Cameroun était l'hôte de 47700 réfugiés dont 5581 inscrits au HCR

<sup>4</sup> On compterait au Cameroun (RGPH 1987) 154.000 nigériens dont 20.000 dans la ville de Douala, elle-même estimée à 810.000 habitants. Mais ces chiffres sont de loin inférieurs à la réalité d'aujourd'hui. La visite des quartiers comme Camp Yabassi, ou alors des arrondissements comme Manoka où les immigrants nigériens constituent 80 à 90% d'une population évaluée à 20.000 âmes montre bien qu'ils dépasseraient ce nombre officiel. Mais inversement, ceux donnés par le médium (1.000.000 à Douala) semblent également trop importants par rapport à la réalité. L'intervalle de 200.000 à 300.000 nigériens sur une population totale de 1.500.000 habitants en 2001 dans la ville de Douala (extrapolation et simulation faites à partir du RGPH de 1987) apparaît de plus en plus comme celui faisant l'objet d'un large consensus auprès des démographes (Entretiens avec Timnou Joseph). Précisons qu'il s'agit d'une population immigrée hétérogène, aussi bien au niveau de sa structure (beaucoup plus d'hommes que de femmes) que des origines ethniques (Igbo, Yorouba, Haoussa, Orong, Ibiobos etc...) et constituée majoritairement d'individus en situation clandestine.

<sup>5</sup> Le cadre géographique de cette étude comprend l'agglomération constitutive du bassin de Douala. Il s'agit ici à la fois des zones viabilisées (cadastrée) et les archipels (extensions périphériques) constitués de mangroves. D'un point de vue administratif, la ville de Douala est subdivisée en arrondissements où sont arrivés depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle les premiers étrangers, par le biais de migrations transfrontalières et de la colonisation.

Ce choix est mu par le souci de montrer la singularité des trajectoires migratoires et les particularismes des modes d'investissement des espaces dans les « marges » du cadre stato-national camerounais par les immigrants nigériens. C'est une optique qui permet un retour au « local », par rapport aux problématiques stato-nationales qui ne prennent pas souvent en compte la singularité des dynamiques migratoires se déroulant dans les « marges ». Nous pensons que les processus sociaux en cours au Cameroun ne sont ni linéaires ni homogènes; chaque espace et chaque moment imprimant sa propre trajectoire de la mutation sociale. « L'agglomération de Douala observe Guy Mainet par ses fonctions et par sa mentalité, est bien différente de la capitale politique Yaoundé »

<sup>6</sup> Il y a d'abord à prendre en compte les acteurs politiques autochtones douala, regroupés autour des chefferies traditionnelles, elles-mêmes issues de 4 principaux clans : à savoir les Bell, les Bonabéri, les Akwa et les Deido (Moluh Yacouba, La participation politique à Douala, thèse de doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle, Université de Yaoundé, 1997) Minés durablement par des conflits internes, ces autochtones n'ont qu'une influence politique relative sur le plan local. L'ensemble socio-culturel « sawa » plus large est une sorte d'assemblée supra-lignagère qui réunit les doualas et apparentés autour du Ngondo. Le glissement de sa vocation culturelle à celle de groupe de pression visait en réalité à créer une synergie politique afin de faire face à une compétition politique locale rendue âpre du fait d'une forte immigration dans la ville de Douala. Pourtant si son influence semble plus perceptible au niveau national, on ne saurait en dire autant en ce qui concerne la ville de Douala, leur propre fief.

Ensuite, la libéralisation politique qui a vu l'instauration du multipartisme au Cameroun par la loi du 19 décembre 1990 a vu une floraison de partis politiques dans cette ville. Douala possède aujourd'hui près de 50% de sièges des partis politiques créés au Cameroun depuis cette date. L'une des caractéristiques majeures est le phénomène d'ethnicisation des partis politiques. Par exemple, le SDF est accrédité d'être celui des anglo-bamilékés, l'UPC celui des Bassa, le RDPC celui des Bété. Ces constructions qui n'ont parfois rien à voir avec la réalité finissent, dans le contexte de Douala, à créer des effets de métonymie. Les joutes ou conflits politiques renvoient alors directement à des affrontements ethniques aux conséquences plus importantes dans le jeu politique.

---

Enfin l'administration, représentée par ses autorités à Douala exerce une influence politique considérable dans cette ville. Gouverneurs, préfets, sous-préfets, délégués de gouvernement, maires, conseillers municipaux apparaissent comme des acteurs déterminants au sein de la hiérarchie sociale et politique.

<sup>7</sup> Historiquement, la ville de Douala n'a pas véritablement constitué un espace attrayant pour les hommes politiques, ni été un lieu de foisonnement des activités politiques au sens d'une participation politique massive des populations locales, en dehors de la veille de l'indépendance du Cameroun, période de bouillonnement politique exceptionnel dans ce pays (Bayart, L'Etat au Cameroun, Paris, PFSP, 1985). Elle a même pendant longtemps donné, surtout dans l'imaginaire des populations locales, l'idée selon laquelle Douala était une ville « apolitique », parce que l'essentiel de son activité était économique. Il s'est alors consolidé pendant près de 30 ans dans les représentations au Cameroun indépendant, une sorte d'affectation des activités de ses deux plus grandes villes : Yaoundé pour la politique, et Douala pour l'économie. Sa position insulaire l'aura sans doute très tôt convergé, du fait de son port, à une concentration des entreprises et de la densité de la population, à une activité économique importante et est ainsi devenue au fil du temps, la capitale économique du Cameroun. Pourtant, la crise économique et surtout le processus de libéralisation politique engendrés vers la fin des années 1980 vont faire entrevoir dans le paysage sociopolitique de Douala une nouvelle configuration, caractérisée par l'irruption de nouveaux espaces politiques et l'émergence de nouveaux acteurs politiques. L'illustration la plus frappante est le nombre de partis politiques ayant leur siège dans cette ville depuis la libéralisation politique survenue en 1991. Douala entretient désormais l'image d'une ville politique au même titre que Yaoundé. Elle constitue donc depuis quelques temps l'espace urbain le plus actif et le plus cosmopolite du Cameroun, le plus important « vivier politique » qui a la réputation d'être perçu au Cameroun comme une « ville rebelle » la « capitale de l'opposition ». Certains quartiers, à l'instar de New-Bell, Congo, Bépanda, apparaissent comme les symboles de cette ville rebelle et, c'est paradoxalement les lieux où s'observe une forte concentration d'immigrés nigériens. S'agissant des Igbo et haoussa précisément, leur propension pour le « faux » fait de ses « quartiers chauds » des points de départ d'un activisme politique singulier à tout les égards.

<sup>8</sup> Dans le même sens, voir l'approche fort intuitive de Weiss E. A, Principes de démographie politique, Genève, Economica, 1992, préface.

<sup>9</sup> Les chiffres que nous avançons ne figurent d'ailleurs pas sur les documents officiels du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1987. Nous les avons obtenus à travers un recoupement chez des privés, notamment M. Timnou Joseph, ayant servi antérieurement au service des statistiques nationales et actuellement enseignant à l'Université de Yaoundé II

<sup>10</sup> L'expression est empruntée à Guy Mainet, qui a consacré d'importants développements sur la ville de Douala. (Douala, Croissance et Servitude, Paris, l'harmattan, 1985). Le terme « doualais » désignera alors dans le cadre de ce travail l'ensemble des « nationaux » habitant cette ville.

<sup>11</sup> L'incompétence politique est construite ici à la fois par les imaginaires collectifs et les journaux de la place qui circonscrivent en général la question de l'immigration nigérienne dans la rubrique « société » ou la rubrique « économie », comme pour marquer et solidifier le ghetto socio-économique qu'ils ne devraient pas quitter sous peine de représailles.

<sup>12</sup> La catégorie le « haut » utilisée ici ne renvoie aucunement à un groupe homogène, ni à « un ensemble d'institutions fonctionnant de manière monolithique » (Sindjoun, Science Politique Réflexive et Pratiques politiques en Afrique Noire, 1999, P9). On s'apercevra d'ailleurs bien qu'il s'agit tantôt des démembrements des autorités politiques/administratives étatiques (gouverneurs, préfets, sous-préfets, Délégués du gouvernement, commissaires de police), des autorités municipales (maires, conseillers municipaux), des autorités traditionnelles (chefs de village) et que l'on pourrait grossièrement désigner par les « élites ». Dans ce travail, son usage est essentiellement heuristique; uniquement choisie dans le but d'entrevoir de façon plus simple et claire les différents niveaux (instances) à partir desquels le « passage au politique » des immigrés nigériens s'effectue dans la ville de Douala.

- 
- <sup>13</sup> Entretien, juillet 1999
- <sup>14</sup> L'Union pour le Changement
- <sup>15</sup> Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais, Parti au pouvoir .
- <sup>16</sup> Leur présence à Douala date de l'AOF
- <sup>17</sup> Loin de traduire une sorte de discipline de parti, elle semble davantage liée au phénomène de regroupement et de solidarité que l'on observe de manière générale chez les communautés , notamment les minorités implantées en terre étrangère.
- <sup>18</sup> Pour une petite idée de l'intensité de ces conflits, Voir Messenger n° 1118 du 18 septembre 2000
- <sup>19</sup> Cas des Igbo et des Orong à Cap-Cameroun (île de Manoka)
- <sup>20</sup> NAPSDA à Douala II
- <sup>21</sup> Le citoyen, l'association et l'Etat. Systèmes de valeurs et rapports de pouvoir
- <sup>22</sup> Lire Brubaker, W. R., , The Limits of Rationality : An Essay on the Social and Moral Thought of Max Weber, London, Allen and Unwin, 1984
- <sup>23</sup> « Poor man, Rich man, Big man, Chief : Political types in Malanesian and Polynesia », Comparative Studies in Society and History, vol V, n°3, April 1963.
- <sup>24</sup> Forthcoming, NKENE Blaise-Jacques, « Attraction et caractéristiques de l'immigration nigériane à Douala »
- <sup>25</sup> Voir Adepoju, A., « Linkages beetwen internal and international migration : The African Situation » International social journal, 18(1)1984
- <sup>26</sup> Il faut néanmoins dire ici que ses multiples mariages avec des camerounaises (musulmanes du nord-cameroun) lui ont permis de se naturaliser camerounais, de renforcer son insertion sociale et subséquemment la facilitation de son intégration politique dans la ville de Douala.
- <sup>27</sup> Quartier populaire et cosmopolite de Douala II
- <sup>28</sup> Construction ethnonymique liée à une représentation péjorative des nigériens dans la ville de Douala. Voir NKENE Blaise-Jacques, « les Immigrés Nigériens à Douala : Problèmes et Stratégies d'Insertion Sociale des Etrangers en Milieu Urbain in Law and Politics in Africa Asia and Latin America (33 )1 2000.
- <sup>29</sup> Autre construction ethnonymique liée à une représentation péjorative des camerounais ressortissants de l'ex-Cameroun Occidental et expression régulièrement usitée dans l'ensemble du territoire camerounais.
- <sup>30</sup> La journée du 11 février 1961 fut considérée au Cameroun comme un jour de deuil national, et, à cet effet, les drapeaux furent mis en berne.
- <sup>31</sup> Footballeur professionnel nigérien dont la popularité est sans équivoque au Cameroun. Il évolue ces jours en France au PSG (Paris-St-Germain)
- <sup>32</sup> Pays le plus peuplé du continent, sa population est évaluée à 115,3 millions d'habitants, avec une densité de 40% de la population totale de l'Afrique occidentale. Voir Moriba T et Fadayomi (eds), Migrations et Urbanisation au sud du Sahara. Quels impact sur les politiques de population et de Développement ? Dakar, CODESRIA, 1993, P 49
- <sup>33</sup> Il est d'ailleurs curieux de remarquer à cet égard l'analogie frappante des rapports entre la France et l'Allemagne dont les relations actuelles caractérisées par la susceptibilité semblent avoir partie liée avec la question de l'Alsace et de la Lorraine ( c'est-à-dire depuis 1871 ) et qui font que les récentes victoires françaises sur l'Allemagne dans le domaine de football apparaissent comme des instants ou des occasions de revanche, en souvenirs de la capitulation à SEDAN !
- <sup>34</sup> Messenger n°528

---

<sup>35</sup> Social Démocratique Front ( Un des principaux partis de l'opposition au Cameroun)

<sup>36</sup> John Fru Ndi, candidat du SDF a obtenu 36 % de suffrages lors des élections présidentielles de 1992 contre 42 pour le vainqueur

<sup>37</sup> « I don't do politics » ou « I shall not say anything before Nigeria embassy » Ces expressions sont tirées de notre pré-enquête où nos interviewés répondaient de manière standardisée et sous la forme d'un leitmotiv, à toutes les questions qui leur étaient adressées, qu'elles fussent à connotation politique ou non. Cette réponse se trouve pourtant aux antipodes de la réalité, lorsque cette dernière est observée de plus près. Elle masque dans tous les domaines, le jeu des immigrés nigériens, dont la roublardise et mesquinerie apparaissent comme une stratégie de séjour

<sup>38</sup> C'est que les perceptions changent en fonction du moment et en fonction de l'espace et, les représentations induites se transmutent également au gré des circonstances. Il est significatif à ce propos que Jean- François BAYART estimait à un moment qu'en fin de compte, qu'il semble que la controverse qui l'opposait à Jean-François MEDARD reposait en réalité sur le fait qu'il observait un même phénomène ( les rapports de domination au Cameroun)à partir d'endroit différents (Douala et Yaoundé).

<sup>39</sup> Forthcoming Nkene Blaise-Jacques : « Le thème de l'immigration nigérienne dans la presse privée au Cameroun » (1989-2000)

<sup>40</sup> n°557

<sup>41</sup> Voir le quotidien gouvernemental Cameroun Tribune du 4 février 1993.

<sup>42</sup> Dans la même sens, l'absence de l'indication du nombre des Nigériens dans le dernier recensement de la population de 1987 amène à s'interroger. Traduirait-elle une volonté d'occulter une immigration qui prend, aux de certaines opinions, les allures d'une véritable psychose sociale? Pour Patrick GUBRY(entretien, Novembre 2000; Paris), il s'agirait moins d'une situation assimilable à l'amputation comme c'est le cas au Cameroun de la rubrication de l'ethnie qui ne doit pas figurer dans les recensements, pour des raisons politiques, mais davantage d'un travail inachevé par les administrations concernées .

<sup>43</sup> Aurore n°308

<sup>44</sup> Messenger le Popoli n°431

<sup>45</sup> Messenger n° 1118

<sup>46</sup> Messenger n° 528

<sup>47</sup> Mutations n° 107

<sup>48</sup> Messenger n°525

<sup>49</sup> Messenger n°506

<sup>50</sup> Messenger n°580

<sup>51</sup> Indo-Pakistanaïens propriétaires d'importants Nigth-Club à Douala

<sup>52</sup> Messenger n°557

<sup>53</sup> La plupart des organes de presse traitant de l'immigration nigérienne à Douala la classe systématiquement dans la rubrique « société ».

<sup>54</sup> Comprendre « corrompre »

<sup>55</sup> Sur le camouflage et l'illégalité des activités des immigrés , lire Boer, M, Den, « Crime et immigration dans l'Union européenne » in « Sécurité et immigration » in *Culture et Conflits*, n° 31-32 ,pp 101-123,1998. Egalement Chavez, L, R, *Shadowed Lives: Undocumented Immigrants in American Society*, Fort worth, Harcourt Brace College Publishers,1992

---

<sup>56</sup> On lira avec intérêt la situation inverse décrite par Abdelmalek S., La double absence. Des illusions de l'immigré aux souffrances de l'immigré, Paris, Seuil, 1999.

<sup>57</sup> Le concept d'informalité que nous utilisons dans le cadre de ce travail est dérivé de l'économie standard où il est perçu comme des « résidus » de l'économie formelle ou même comme des effets pervers des politiques économiques construites par l'Etat. Par informel dans le domaine politique, nous voulons désigner celles des activités qui se situent en marge de la légalité du jeu politique local. Dans la réalité, le politique ne se joue pas seulement dans les conseils municipaux, des conseils de gouverneurs ou dans les enceintes de partis politiques. Des tractations, coalitions et alliances secrètes ont régulièrement cours hors de cet univers officiel. Beaucoup d'entre elles contournent régulièrement les cadres normatifs appropriés, pour emprunter des trajectoires non conventionnelles. C'est dans cette informalité politique qu'opèrent au principal les immigrants nigériens.

<sup>58</sup> Voir dans le même sens Lemarchand R., « Political Clientelism and Ethnicity in Tropical Africa : Competing Solidarities in Nations-Building, The American Political Science Review 66(1) 1972

<sup>59</sup> Dans le même sens lire Adepoju, A., « Linkages between internal and international migration : The African Situation » International social journal, 18(1) 1984.

<sup>60</sup> Important homme d'affaires de la place

<sup>61</sup> Lire dans le même sens Antonio Pezzano, « Développement de l'Entreprise Informelle en Afrique Subsaharienne » in Villes et Développement dans les pays du Sud, Cathérine Cocquéry-Vidrovitch (eds), SEDET, Paris VII, 1999 ; également , Gaffey, Mac, J. , Entrepreneurs and Parasites : The struggle for Indigenous capitalism in Zaire, Cambridge, Cambridge University Press, 1987

<sup>62</sup> Dans le même sens, voir Tarrius, A., les Fourmis d'Europe, Migrants Riches, Migrants Pauvres et Nouvelles Villes Internationales, Paris, l'Harmattan, collection « Logiques sociales », 1992.

<sup>63</sup> Le terme « njim tété » est une expression tirée du pidgind-english local et qui signifie grand patron.

<sup>64</sup> Voir sur ce paradigme Graziano L. « Patron -Client relationship in Southern Italy », European Journal of Political Research, 1973 ; Sorauf F.J. « Patronage and Party », Midwest Journal of Political Science, 1959. Médard, JFR, « Le Rapport de Clientèle, du Phénomène Social à l'Analyse Politique » in Revue Française de Science Politique, 1976, pp31-103

<sup>65</sup> Leca (J) et Schemeil(Y), « Clientélisme et néo-patrimonialisme dans le monde arabe », International Political Review, 1983.

<sup>66</sup> Southern Cameroon National Convention (mouvement sécessionniste anglophone au Cameroun)

<sup>67</sup> Lire Messenger n° 528 du 25 juillet 1996

<sup>68</sup> La citoyenneté observe Danielle Lochak, se définit au départ par référence à une communauté politique. Son attribut essentiel étant le droit de participer directement ou indirectement à la vie politique

<sup>69</sup> Abiabag, op.cit.

<sup>70</sup> Cet arrondissement de Douala compte environ 20.000 habitants

<sup>71</sup> Entretiens avec le député suppléant RDPC de Manoka

<sup>72</sup> « Ibadan II » pour le quartier New-Bell; « marché Lagos » pour désigner le centre commercial le plus populaire de Douala; « biafra », pour indiquer le caractère frauduleux de toute chose.

<sup>73</sup> Entretien avec le Consul du Nigeria à Douala

<sup>74</sup> Programme Socrates ; Travaux du CICRED (Séminaire sur les migrations internationales, 1974)

<sup>75</sup> S'agirait-il d'une mise en œuvre du Décret n°63-DF-55 du 2 mars 1963 portant ratification d'un accord de coopération bilatérale entre la République fédérale du Cameroun et la Fédération du Nigeria? On peut clairement en douter, puisqu'on parle plutôt ici de libre circulation et de droit de résidence (art.7) et non de transnationalité comme cela tendrait à être le cas. Si la notion de « bon voisinage » qui a pendant longtemps

---

prévalu dans les rapports entre les deux pays a relativement permis jusqu'ici la sauvegarde de la paix, cela est sans préjudice d'un contrôle des activités immigrées de part et d'autre, aux fins de prévenir les dérives consécutives à un laisser-aller qui frise le désordre. Par exemple, dans l'hypothèse d'une généralisation du conflit de Bakassi, on aimerait bien savoir quel sera le sort de la ville de Douala, qui à maints égards apparaît comme une ville transnationale et où les nigériens constitueraient 20% de la population totale en l'an 2001. Comment, dans ce contexte, pourrait-on distinguer d'entre les « nationaux » et ces derniers, dès lors que le lien juridique unissant camerounais et nigériens à leurs Etats respectifs est fondamentalement basé dans cette ville sur toutes sortes de transactions collusives, informelles et illégales ?

## BIBLIOGRAPHIE

- Abdelmalek S. 1997, L'immigration ou les paradoxes de l'altérité, Bruxelles, de Boeck.
- Abdelmalek S. 1999, La double absence. Des illusions de l'immigré aux souffrances de l'immigré, Paris, Seuil
- Abiabag I, 1982, « La situation juridique de l'étranger au Cameroun », in Encyclopédie juridique de l'Afrique.
- Actes de la recherche en science sociale, n°122 « Délits d'immigration », Paris, Seuil, 1999
- Actes du séminaire « Insertion des migrants en milieu urbain en Afrique », CRDI-ORSTOM-URD, Lomé 10-14 février 1987, Editions de l'ORSTOM, Collection Colloques et Séminaires 1989.
- Adepoju, A.,1983, « Undocumented migration in Africa :Trends and policies », in international migrations, 21(2)
- Adepoju, A.,1984, « Linkages beetwen internal and international migration : The African Situation » in International social journal,18(1).
- Amaazee, V. B.,1990, « The « Igbo Scare » in the British Cameroons c. 1945-61 in Journal of African History, n°31
- Back H. et Soininen M. ;1998, « Immigrants in Political Process » in Scandinavian Political Studies Vol 21, N°1
- *Badie B.et Sadoun M., 1996, L'Autre, Paris, Presses de Sciences Po .*
- Bayart, J. F., Mbembe, A. et Toulabor, C., 1992, Le politique par le bas, Paris, Karthala,
- Bayart,JF,1985, « Le passage au politique », in Table Ronde 21-22 Mars 1985, FNSP-CERI
- Beiser, M., 1980, « Coping with past and future: a study of adaptation to social change in West Africa » in Journal of operational psychiatry, vol II, N°2.
- Boer, M, Den, 1998, « Crime et immigration dans l'Union européenne » in « Sécurité et immigration » in Culture et Conflits, n° 31-32 ,pp 101-123
- Bouillon, A,1999, «Immigrés africains francophones et Sud-Africains » in Immigration africaine en Afrique du Sud, Paris, IFAS et Karthala.
- Bourdieu, P .,1980, Questions de Sociologie, Paris, éditions de Minit
- Bourdieu, P, 1983, « The forms of capital » in J.G Richardson (sous la dir.de), Handbook of theory of research for the sociology of education, New-York, Greenwood Press, pp 241-258.
- Bourdieu,P.,2000, Propos sur le Champ Politique , paris, Presses Universitaires de Lyon
- Boutet , R., 1992, L'effroyable guerre du Biafra, Paris, , Edt° Chaka
- Bratton, M et Van de Walle,N, 1997, Democratic experiment in Africa, Cambridge, Cambridge university press.
- *Brubaker,W. R., 1984, The Limits of Rationality : An Essay on the Social and Moral Thought of Max Weber, London, Allen and Unwin*
- Brubaker,W. R., 1997, Citoyenneté et Nationalité en France et en Allemagne, Belin.
- Chagnollaud, D., 1996, Introduction à la Politique, Paris, Editions de septembre

- Chavez, L, R, 1992, Shadowed Lives: Undocumented Immigrants in American Society, Fort worth, Harcourt Brace College Publishers.
- Christie, N, 1986, « Suitable enemy » in H. Bianchi et R. Van Swaaningen(sous la dir. De), Abolitionist: toward a non repressive approach to crime, Amsterdam, Free University Press.
- Coleman, D., 1990, « geographical concentration of immigrant and ethnic minorities », in The demographic consequences of international migration, Proceedings of the symposium, NIAS, Wassenaar, 27-29 septembre.
- Costa-Lascoux J., et Weil,P.,1992, Logiques d'Etat et Immigration, Paris
- Coulon C. et Martin D.M,1991, Les afriques politiques, Paris, La Découverte
- Down, A.,1957, An Economic Theory of Democracy, New York, Harper and Row
- Eboussi Boulaga F, 1997, La démocratie de transit au Cameroun, Paris, karthala
- Ejiofor, L, 1981, Dynamics of Igbo democracy. Abehavioral analysis of Igbo politics in Aguinvi clan. Ibadan, university press limited.
- Elias, N et Scotson J.L, 1997, Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté, Paris, Fayard
- Fodoup, K, 1988, « La contrebande entre le Cameroun et le Nigéria », Cahiers d'Outre-mer, vol 41, n° 161,pp 5-25.
- Gaffey, Mac, J. ,1987, Entrepreneurs and Parasites : The struggle for Indigenous capitalism in Zaire, Cambridge, Cambridge University Press
- Gaxie, D, 1973, Les professionnel de la politique, Paris, PUF.
- Geschiere, P, et Konings,P, 1993, Itinéraires d'accumulation au Cameroun, Paris, ASC, Karthala.
- Gouellain , R., 1976, Douala, ville et histoire, thèse de IIIè cycle, EPHE, paris.
- Hermet G., Badie.B., Birnbaum. P., Braud, P.1994, Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques , Paris, Armand Colin.
- Jagling,S. et Dubresson, A., 1993, Pouvoirs et Cités d'Afrique Noire, Paris, Karthala,
- Lemarchand R. 1972, « Political Clientelism and Ethnicity in Tropical Africa : Competing Solidarities in Nations-Building, The American Political Science Review 66(1)
- Light, I. et Bonacich E. 1998, Immigrants Entrepreneurs : Koreans in Los Angeles 1965-1982, Berkeley, University of California Press
- Lochak, D., 1985, Etrangers, de quel droit ?, Paris, PUF
- Mainet, G., 1985, Douala.Croissance et Servitude, Paris, l'harmattan,
- Marantzidis, N . et Mavromatis , G. 1999 « Political Clientelism and social Exclusion » The case of the Gypsies in the Greek Town of Sofades, in International Sociology , Vol 14, Décembre pp 443-456
- Mayer N. et Perrineau P.,1992, Les Comportements Politiques, Paris, Armand Colin
- Médard, JFR, 1976, « Le Rapport de Clientèle, du Phénomène Social à l'Analyse Politique » in Revue Française de Science Politique, pp31-103
- Médard, JFR.,1992, « Le Big Man » en Afrique : Esquisse d'Analyse du politicien Entrepreneur » in L'Année Sociologique n°42
- Mefouna, G., 1991, Les immigrés clandestins au Cameroun, rapport de stage diplomatique.
- Moluh Yacouba, 1997, La participation politique à Douala, thèse de doctorat, Université de yaoundé.

- Moriba T et Fadayomi (eds), 1993, Migrations et Urbanisation au sud du Sahara. Quels impact sur les politiques de population et de Développement ? Dakar, CODESRIA
- Nkene B. J., 1997, Coopération et enjeux de puissance en Afrique, thèse de doctorat, Université de Yaoundé.
- Nkene B.J., 2000 « les Immigrés Nigériens à Douala : Problèmes et Stratégies d'Insertion Sociale des Etrangers en Milieu Urbain in Law and Politics in Africa Asia and Latin America (33 )1
- Portes, A, (ed) 1995, The Economic Sociology of Immigration. Essays on Networks, Ethnicity and Entrepreneurship, New-York, Russel stage foundation.
- Prujiner, A., 1993, « Nationalité, Migration et Relations Internationales » in Etudes Internationales, vol XXIV, n°1
- Rodrigo, J.M., 1990, Le sentier de l'audace : les organisations populaires à la conquête du Pérou, Paris, l'Harmattan
- Schumpeter, J.,1983, Capitalisme et Démocratie, Paris, Payot
- Scott, J. 1969, « Corruption, Machine Politics, and Political Change », The American Political Science Review 63(4)
- Shuck P. H., 1998, Citizens, Strangers and In-Betweens,
- Sindjoun, L., 1997, « Cameroun-Nigéria : le conflit ambigu » LIMES, Revue française de géopolitique.
- Sindjoun, L.1999, « L'Afrique dans la Science des Relations Internationales : Notes Introductives et Provisoires pour une Sociologie de la Connaissance Internationaliste » in Revue Africaine de Sociologie
- Tabutin, D. (ed) 1988, Populations et Sociétés en Afrique au Sud du Sahara, Paris, l'Harmattan.
- Tarrus, A. 1992, les Fourmis d'Europe, Migrants Riches, Migrants Pauvres et Nouvelles Villes Internationales, Paris, l'Harmattan, collection « Logiques sociales »
- Warnier, J-P., 1994, « La bigarrure des patrons camerounais », in La réinvention du capitalisme, sous la direction de J-F Bayart, Paris, Karthala.
- Weiss E. A.,1992, Principes de démographie politique, Genève, Economica
- Weiss, L,T, 1996, « Migrations et conflits frontaliers. Une relation Cameroun-Nigéria contrariée », Afrique Contemporaine, n° 180, oct-déc 1996.
- Weiss, T.L, 1998, Migrants Nigériens. la Diaspora dans le Sud-Ouest du Cameroun, Paris, l'Harmattan
- Weiss,T.L., 1998, «L'Union nigérienne du Cameroun. Le pouvoir d'une communauté acéphale dans la diaspora » in Le Voyage Inachevé, Paris, OSTOM, PRODIG
- Withol, C. de W., 1987, Citoyenneté, Nationalité et Immigration, Paris, Arcantère éditions
- Withol, C. de W., 1993, « Expression privée et politique dans les groupes issus de l'immigration » in Etudes Tsiganes n°2
- Withol, C. de W., 1995, « La bourgeoisie : les nouveaux immigrés dans la vie politique française » in A European Journal of International Migration and Ethnic Relations n°27